

N°11 —

— Dimanche, 23 novembre 1884 —

10 Centimes

LYON

SOCIALISTE

Organe hebdomadaire
DES TRAVAILLEURS
de la région de l'Est



ADRESSER les correspondances manuscrites et communications diverses
au citoyen P. BOUTIER, secrétaire de la rédaction, rue de Séze 27.

Les annonces et les abonnements sont reçus par
le citoyen PAYAN, secrétaire de l'administration,
rue Massena, 73.

Abonnements { Un mois » 50¢
Trois mois 1f. 50¢
Un an 6f. »

Lettre parisienne

De même que l'on juge l'arbre à ses fruits, on peut juger un état social d'après les habitudes qu'il détermine chez ceux qu'il entretient. Or, ce que développe par dessus tout le milieu capitaliste, c'est le vol. La société bourgeoise est la plus belle fabrique de sacrilèges qui ait encore été organisée. Ce produit social est le seul, sur la qualité duquel on ne nous trompe point. Tandis que les marchandises n'ont plus que l'apparence, nous avons, en fait de flous, tout ce qu'on peut construire de mieux; ils ont, eux, l'apparence et la réalité. Et quel choix! quel approvisionnement! Nous en avons en abondance de toutes les couleurs et de toutes les catégories.

Ce n'est pas là un spectacle de nature à surprendre ceux qui savent que le vol est le fondement même de notre société. Ce rapport social de production qu'est le capital, autrement dit la possibilité, en période capitaliste, de satisfaire les besoins humains, a pour condition nécessaire d'existence l'extorsion au producteur immédiat d'une partie de son travail: par leur appropriation exclusive des moyens de production et de subsistance, les capitalistes ont le pouvoir de disposer et disposent d'un travail non payé des non-capitalistes. Volé en tant que producteur, on est, en tant que consommateur, victime des vols que greffent les uns sur les autres la falsification industrielle et cette escroquerie légalisée qu'on appelle le commerce; en tant que contribuable, on devient la proie de l'administration gouvernementale, où le principe bourgeois que les affaires sont l'argent des autres, n'a pas l'air d'être tombé dans l'oreille de sourds.

On vient notamment de s'occuper à la Chambre d'un préfet que les débats parlementaires nous avaient déjà fait connaître comme fort peu agréable à rencontrer au coin d'un département. Non content d'abuser des arguments contondants à l'égard de ses concitoyens, il les privait des lampions destinés à égayer officiellement leurs yeux le 14 juillet, étant d'avis que les crédits alloués à cet effet faisaient bien meilleure figure dans sa poche; il n'aime pas à éclairer, cet homme. Invité à aller faire son trou — son trou à la lune — ailleurs, il ne put, avec son successeur, s'entendre comme larrons en préfecture. Ce successeur ayant dédié l'honneur gratuit de tenir la chandelle à l'escamoteur d'huile, le ministre de l'intérieur s'empessa de retirer sa confiance à un fonctionnaire aussi chipotier, le mit d'abord en disgrâce et finit par le révoquer.

Un député de l'extrême gauche est parti de là pour dissertar sur les bons et les mauvais fonctionnaires. Cette distinction ne signifie qu'une chose que pour ceux qui peuvent ne con-

siderer que les individualités et ne voir en semblable matière qu'une question de personne, c'est-à-dire pour tous ceux qui, quoique de partis politiques différents, appartiennent à la même classe, à la classe régnante, et sont, dès lors, ennemis plus ou moins franchement avoués de la classe exploitée. Qu'importe à celle-ci ce que sont les servants de cette machine, l'Etat, qui toujours la broie, en protégeant contre ses revendications le monopole propriétaire de ses maîtres économiques? Fonctionnaire, le bourgeois ne peut qu'aggraver son caractère générique, sa passion, héritée du vol. Et le fonctionnarisme, qu'on se tienne naïvement de voir augmenter, ira croissant, l'intérêt de classe de la bourgeoisie lui commandant de caser ses membres, de plus en plus inutiles dans l'œuvre de la production; elle empêche, du reste, ainsi, sous forme de traitements, ce qui lui échappe sous les formes multiples de rentes et de profits.

A côté de l'échantillon préfectoral dont je viens de parler, j'ai à citer le premier président de la cour de cassation, qu'une trop tendre sollicitude pour les intérêts, et pour le capital, des actionnaires du chemin de fer d'Alsace au Rhône, a, ces jours-ci, contraint à démissionner. En mentionnant cette nouvelle, le Figaro triomphe, il raconte que le ministère voulait sauver le magistrat opportuniste et était en train de manigancer un rachat de ce chemin par l'Etat avec indemnité aux échaudés; on aurait probablement réussi à étouffer l'affaire, si le Figaro n'avait ébruité les conclusions du syndicat de la faillite. Par exemple, on n'a pas d'argent à distribuer aux ouvriers en chômage; mais ils peuvent être tranquilles, le gouvernement ne leur fera rien pour en trouver et leur venir en aide, il est sur ce chapitre à l'abri de toute indiscrétion.

Gabriel DEVILLE.

103 directeurs ou professeurs de petits séminaires;
3 401 professeurs d'écoles ecclésiastiques.
— Soit 55 385 calotins.
Il y a en outre:
100.467 nonnes;
23.265 moines;
5.538 élèves des grands séminaires;
2.134 élèves d'institutions ecclésiastiques.
— Soit, en tout, 186.689 PUNAISES NOIRES!
On peut y ajouter Ferry.

L. NAYAP.

LES ACCIDENTS

O bourgeois! qui sans doute avez cru que la vérité ne valait pas mieux que le mensonge, qu'il fallait amuser les hommes comme on amuse les enfants, avec des osselets, qui n'avez feint d'aimer le peuple que pour mieux le tromper; que signifie donc votre loi sur la responsabilité des patrons en matière d'accidents? Que signifie donc tout le zèle déployé par vous pour la défense — non pas des intérêts des travailleurs — mais pour la défense des intérêts sacro-saints des capitalistes?

Les esclaves ivres sont donc bien dignes de votre attention, puisque, du haut de la tribune nationale, vous êtes intervenu entre le capital et le travail.

Sinistres farceurs! le voile est déchiré. Il est vrai que Marat n'est plus de ce monde pour vous jeter à la face le mot de *bandits!* mais la vile multitude, celle que vous massacriez en 1871, au Père Lachaise, — la vile multitude relève le gant.

Nous citons ci-dessous les passages les plus saillants de l'avis émis par la chambre de commerce de Reims et publiés par le *journal de Roanne*, l'âme du cléricisme roannais:

..... Les promoteurs du projet, dit-elle, sont probablement imbus de cette doctrine, malheureusement trop prêchée à la classe ouvrière dans ces temps, et contre laquelle les patrons ne sauraient trop protester, que ceux-ci sont les ennemis des ouvriers, ne les considérant que comme des instruments de travail à exploiter et n'ayant pour eux pas plus d'égards que pour leurs machines; ils ne comprennent pas qu'en enlevant à l'ouvrier toute espèce de responsabilité, ils le réduisent eux-mêmes à l'état de machine inconsciente. Vouloir rendre le patron responsable de l'accident, fût-il le résultat de l'observation des règlements d'atelier, d'une imprudence ou même d'une bravade de l'ouvrier, ce serait contester à l'ouvrier le discernement de la prudence et de la prévoyance, le réduire à l'état de machine; ce serait, de plus, souverainement injuste, et une prime donnée à l'imprudence.

On va plus loin cependant; ajoute la chambre de commerce de Reims; on veut encore augmenter la responsabilité du patron en raison du nombre des membres de la famille de l'ouvrier; mais il est à peine nécessaire de faire ressortir ce qu'une semblable disposition aurait d'insensé, et d'injuste, de préjudiciable, même à l'intérêt de l'ouvrier chargé de famille, qui se verrait préférer celui qui en est le moins chargé et même le célibataire.

Punaies noires

Il n'est pas inutile, dans la crise que nous traversons, de dénoncer aux travailleurs certaine catégorie d'individus sans travail auxquels le gouvernement bourgeois, qui s'intitule République française, prodigue des soins en nature de billets de mille.

D'après un état publié il y a quelque temps, il résulte que la France entretient:

87 archevêques ou évêques;
182 vicaires généraux titulaires;
751 chanoines;
130 secrétaires d'évêchés;
3.397 cures;
29.752 desservants;
10.793 vicaires;
4.617 prêtres auxiliaires;
2.486 aumôniers;

Notre industrie se trouve déjà dans des conditions d'infériorité trop grande vis-à-vis des industries étrangères avec lesquelles elle ne peut plus lutter par le fait de l'augmentation des salaires et des impôts, sans que le législateur ne vienne encore lui susciter de nouvelles entraves.

Ah! les gros bonnets de la chambre de commerce de Reims s'indignent en pensant que les promoteurs de la loi sur la responsabilité des patrons en matière d'accidents sont imbus de la doctrine consistant à dire que les patrons sont les ennemis des ouvriers!

On dirait vraiment que la bande à Carrouche fait un reproche à la bande à Mandrin. Le gros légume de la Chambre de commerce de Reims proteste à l'idée seule prêtée aux patrons de considérer l'ouvrier comme un instrument de travail, c'est-à-dire une bête de somme.

Admettons l'hypothèse que tous les travailleurs de France et de Navarre se mettent dans la tête l'idée prêtée par les barons du coton et de la laine de Reims. Du moment que les patrons sont responsables des accidents des ouvriers, nous n'avons plus à nous en garantir.

Que le tisseur, le fileur, le travailleur des bagnoes textiles, voyant tourner l'engrenage avec une rapidité effrayante, se dise en lui-même: «Je suis bien bête de passer le temps à travailler, à gagner mon pain à la sueur de mon front.» Crac! il se jette les deux points en les engrenages qui broient à l'instant même la chair à machine.

Voilà des rentiers exempts du travail!

Que le charpentier, le maçon, le plombier, le zingueur, le ramoneur fassent la même réflexion et, d'une certaine hauteur, affrontant le péril, se jettent en bas pour rendre le patron responsable.

Encore des rentiers!

Supposons encore un chauffeur devant son feu bien ardent, se faisant la même réflexion que ses congénères du travail social, et se brûlant hardiment les mains.

Encore un rentier!

Que les mineurs mêmes, au lieu de descendre dans les benes, se jettent précipitamment dans leurs puits respectifs pour arriver plus tôt à leur travail.

Encore des rentiers!

Un garçon boucher détaillant la viande se trompe de morceau, par bravade, et se coupe une main.

Un rentier de plus!

Qu'il en soit ainsi jusqu'au dernier des travailleurs.

Les barons du coton et de la laine de Reims ainsi que le *Journal de Reims* ont donc raison de protester, puisqu'alors ce serait la fin du travail par la fin des travailleurs.

Les bourgeois qui tiennent tant à ne rien faire et qui prêchent le travail et l'économie aux autres seraient donc obligés, pour subvenir à leurs besoins matériels, de reprendre le travail eux-mêmes afin de pouvoir exister et de nourrir les travailleurs mutilés qui, à leur tour, seraient réduits au triste état de rentier.

Ainsi donc, on voit que si les bourgeois n'admettent pas le Collectivisme, c'est parce que dans la pratique les morceaux de produits qui transformés en lingots d'or, n'appartiennent pas, comme aujourd'hui, à quelques milliers d'individus, à une minorité de parasites dénommés bourgeois; mais bien à tous les êtres humains, depuis l'enfant à l'état embryonnaire dans les flancs maternels, jusqu'au moribond descendant dans la tombe.

Et il n'y aurait pas, comme aujourd'hui, des millionnaires insultant ceux qui les emmillionnent; mais par contre, nous assisterions à ce spectacle vraiment admirable: la disparition des mendiants de la surface de la terre.

Plus de bureau de bienfaisance où des dames en robes de soie donnent le pain de la honte et de la misère au peuple en guenilles et sans ressources.

Plus de maisons correctionnelles puisque les enfants seraient à la charge de la Société; puisque, dès l'âge le plus tendre, ils seraient à l'école, recevant l'instruction intégrale, ce qui les développerait, au triple point de vue physique, moral et intellectuel, et de là passeraient à l'école professionnelle pour rentrer dans le monde du travail.

Plus de prostituées! plus de vertus à vendre car les sexes échangeraient leur rapport dans un mutuel amour.

Le bienfaiteur ou la bienfaitrice ne serait plus un tel ou une telle, mais la société tout entière, représentée par la classe productive, où chacun, recevant le produit intégral de son travail, consommerait selon ses besoins.

Travailleurs qui nous lisez, plus de querelles intestines et de divisions pernicieuses. Qu'il n'y ait qu'une seule école: celle qui doit émanciper l'humanité par l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Le moment approche; les perquisitions, les arrestations et les condamnations qui ont lieu de toutes parts nous montrent que la société

qui s'écroule et qui craque est à l'agonie! Soyons unis, et nous en serons les fossoyeurs.
Pour la rédaction de Reims:
Le Secrétaire.

Nos souvenirs

21, 22 novembre 1831 — Première journée révolutionnaire, à Lyon; le 24 novembre, les ouvriers furent les maîtres de la ville, et cela jusqu'au 2 décembre.

LE PROGRÈS

Il ne s'agit pas ici du progrès des arts ou des sciences, non plus du progrès social; mais seulement du journal lyonnais auquel on a donné ce titre, sans doute par antithèse.

Je lisais l'autre jour, dans son numéro du 12 courant, sous le titre *Solution*, un article où l'auteur semonnait vertement la commission du Tonkin et laissait échapper des phrases comme celles qui suivent, et qui sont, dans leur cynisme franchisé, la condamnation du régime parlementaire: «La commission du Tonkin agit comme une commission d'enquête. On dirait qu'il y a comme une crise du Tonkin.» «Or, tel n'est point son rôle. On ne lui demande pas des conseils, on lui demande de l'argent.» «Tout est là.»

Et il ajoutait: «Cela est si vrai que, les affaires eussent-elles été mal conduites, la commission voterait les crédits, et la chambre aussi, et derrière elle le Pays.» Et voilà!

Que pensez-vous d'un tel langage, travailleurs qui marchez encore dans les rangs de la bourgeoisie, pleins d'une aveugle confiance dans le parlementarisme et ses souteneurs? Jusqu'à ce jour, vous avez cru, sur la foi des républicains bourgeois, exercer la souveraineté à l'aide de vos députés, comprendrez-vous enfin qu'on vous trompe? On ne lui demande pas de conseils, à votre commission du Tonkin, on lui demande de l'argent — le vôtre — entendez-vous? Et c'est un journal républicain

(10)

FEUILLETON

LE DROIT A LA PARESSE

Réfutation du «*Droit au Travail*» de 1848.

C'est précisément alors que, sans tenir compte de la démoralisation que la bourgeoisie s'était imposée comme un devoir social, les prolétaires se mirent en tête d'infliger le travail aux capitalistes. Les naïfs, ils prirent aussi bien les théories des économistes et des moralistes sur le travail et se sanglèrent les reins pour en imposer la pratique aux capitalistes. Le Proletariat arbora la devise: *Qui ne travaille pas ne mange pas*; Lyon, en 1831, se leva pour du plomb ou du travail; les insurgés de Juin 1848 réclamèrent le *Droit au travail*; les fédérés de Mars 1871 déclarèrent leur soulèvement la *Révolution du travail*.

A ces déchaînements de fureur barbare, destructive de toute jouissance et de toute paresse bourgeoises, les capitalistes ne pouvaient répondre que par la répression féroce; mais ils savent que s'ils ont pu comprimer ces explosions révolutionnaires, ils n'ont pas noyé dans le sang de leurs massacres gigantesques l'absurde idée

du Proletariat de vouloir infliger le travail aux classes oisives et repues; et c'est pour détourner ce malheur qu'ils s'entourent de prétoriens, de policiers, de magistrats, de gendarmes entretenus dans une improductivité laborieuse. On ne peut plus conserver d'illusion sur le caractère des armées modernes, elles ne sont maintenues en permanence que pour comprimer l'ennemi intérieur; c'est ainsi que les forts de Paris et de Lyon n'ont pas été construits pour défendre la ville contre l'étranger, mais pour l'écraser si elle se révoltait. Et s'il fallait un exemple sans réplique, citons l'armée de la Belgique, de ce pays de Cocagne du Capitalisme; sa neutralité est garantie par les puissances européennes et cependant son armée est une des plus fortes proportionnellement à la population. Les glorieux champs de bataille de la brave armée belge sont les plaines du Borinage et de Charleroi; c'est dans le sang des mineurs et des ouvriers désarmés que les officiers belges trempent leurs épées et ramassent leurs épaulettes. Les nations européennes n'ont pas des armées nationales, mais des armées mercenaires: elles protègent les capitalistes contre la fureur populaire qui voudrait les condamner à dix heures de mine ou de filature.

Donc, en se serrant le ventre, la classe ouvrière a développé outre mesure le ventre de la bourgeoisie, condamnée à la sur-consommation.

Pour être soulagée dans son pénible travail, la bourgeoisie a retiré des classes ouvrières une masse d'hommes de beaucoup supérieure à celle qui restait consacrée à la production utile,

et l'a condamnée à son tour à l'improductivité et à la sur-consommation. Mais ce troupeau de bouches inutiles, malgré sa voracité insatiable, ne suffit pas à consommer toutes les marchandises que les ouvriers, abrutis par le dogme du travail, produisent comme des maniaques sans vouloir les consommer, et sans même songer si l'on trouvera des gens pour les consommer.

En présence de cette double folie des travailleurs, de se tuer de sur-travail et de végéter dans l'abstinence, le grand problème de la production capitaliste n'est plus de trouver des producteurs et de décupler leurs forces, mais de découvrir des consommateurs, d'exciter leurs appétits et de leur en créer de factices. Puisque les ouvriers européens, grelottants de froid et de faim, refusent de porter les étoffes qu'ils tissent, de boire les vins qu'ils récoltent, les pauvres fabricants, ainsi que les dératés, doivent courir aux antipodes chercher qui les portera et qui les boira: ce sont des centaines de millions et des milliards que l'Europe exporte tous les ans aux quatre coins du monde, à des peuplades qui n'en ont que faire. (1) Mais les continents explorés ne sont plus assez vastes, il faut des pays vierges.

(1) Deux exemples: le gouvernement anglais, pour complaire aux paysans indiens, qui malgré les famines périodiques qui désolent le pays s'entêtent à cultiver le pavot au lieu du riz ou du blé, a dû entreprendre des guerres sanglantes, afin d'imposer au Gouvernement chinois la libre introduction de l'opium indien. Les sauvages de la Po-

bourgeois qui dit cela; c'est même le favori de l'administration, un organe officieux du gouvernement.

Je ne veux certes pas prendre la défense de cette commission du Tonkin, le diable m'en garde! je sais bien que ce sont des compères et que, s'ils sont curieux de connaître les potages de cette expédition tonkino-chinoise, s'ils mettent tant de zèle et d'ardeur à fouiller les paperasses ministérielles, ce ne peut être que dans l'espoir d'y découvrir quelques bons petits papiers pour servir, un jour ou l'autre, leur intérêt personnel.

Mais c'est au point de vue des principes que j'envisage la question.

Cette commission du Tonkin, composée de représentants du peuple souverain, a le droit de s'instruire sur tous les actes du gouvernement de même qu'elle en a strictement le devoir. Parler à cette commission c'est parler au peuple, et parler au peuple comme plus haut c'est se moquer de lui outrageusement.

La bourgeoisie républicaine, aux jours d'élection, vous grise de souveraineté. Elle vous commande alors des conseils; elle sollicite des programmes qu'elle ne trouve jamais trop avancés pourvu toutefois qu'ils ne parlent pas de révolution. Ah! oui, ce jour-là, vous êtes sérieux; mais vous redevenez, le lendemain, la vile multitude et vous n'avez plus voix au chapitre. On ne vous demande plus alors de conseils, mais de l'argent, et on vous prend le vôtre: travailleurs, fermez vos yeux, bouches vos oreilles et ouvrez vos bourses. Hier vous étiez maîtres; vous n'êtes plus, aujourd'hui, que machines à produire et chair à canon. Jusqu'aux prochaines élections, vous ne devez plus rien entendre, plus rien voir; votre rôle dans la société est de braver dignement et stoïquement la misère en temps de crise, sans rien dire, pour travailler au delà de vos forces à la reprise des affaires, afin de bien engraisser le cochon bourgeois: vous n'avez qu'à le tuer si vous voulez, un jour, faire bombance et ripaille.

Il y a bien longtemps déjà que les révolutionnaires vous orient: Camarades, la bourgeoisie vous fait jouer un rôle de dupes. Le parlementarisme est un régime politique, un mensonge social qui, à l'abri de la soi-disant souveraineté populaire, permet impunément à une classe d'asservir et de pressurer les nations.

La différence qui sépare la royauté absolue

Les fabricants de l'Europe rêvent nuit et jour de l'Afrique, du lac Saharien, du chemin de fer du Soudan; avec anxiété, ils suivent les progrès des Livingstone, des Stanley, des du Chaillu, des de Brazza; bouche béante, ils écoutent les histoires mirobolantes de ces courageux voyageurs. Que de merveilles inconnues renferme « le Continent noir »! Des champs sont plantés de dents d'éléphants, des fleuves d'huile de coco charrient des paillettes d'or, des millions de culs noirs, nus comme la face de Dufaure ou de Girardin, attendent des cotonnades pour apprendre la décence, des boudoirs de schaps et des bibles pour connaître les vertus de la civilisation.

Mais tout est impuissant: bourgeois qui s'empiffrent, classe domestique qui dépasse la classe productive, nations étrangères et barbares que l'on engorge de marchandises européennes; rien, rien ne peut arriver à écouler les montagnes de produits qui s'entassent plus hautes et plus énormes que les pyramides d'Egypte: la productivité des ouvriers européens défie toute consommation, tout gaspillage. Les fabricants, affolés ne savent plus où donner de la tête; ils ne peuvent plus trouver de matière première pour satisfaire la passion d'avidité, dépravée, de leurs ouvriers pour le travail.

(A suivre).

Paul LAFARGUE.

lynésie, malgré la mortalité qui en fut la conséquence, durent se vêtir et se souler à l'anglaise pour consommer les produits des distilleries de l'Ecosse et des ateliers de tissage de Manchester.

et de droit divin du parlementarisme n'est même pas à l'avantage de ce dernier.

Pour ce qui est du vote des crédits que concerne l'article du *Progrès*, la commission à la chambre doublée du Sénat les voteront, à n'en pas douter; mais le peuple, lui, ne les votera pas. Divisés sur certaines appréciations politiques — un trop grand nombre de travailleurs étant malheureusement encore assez aveugles pour ne rien voir de la filouterie parlementaire — ils sont tous d'accord, ceux des champs comme ceux des villes, sur la question des finances; et s'il attendait l'avis du pays pour voter ces crédits là et bien d'autres, le gouvernement n'aurait pas un sou.

JUST.

LE BOUILLON D'ONZE HEURES

A L'HÔTEL-DIEU

Ceci se passait la semaine dernière, à l'Hôtel-Dieu de Lyon, salle St Maurice.

Un malade d'une soixantaine d'années, dont l'état n'attestait aucun symptôme grave, vint occuper un lit de cette salle.

Pendant deux nuits, ce malade qui jouissait, paraît-il, d'un sommeil enviable, ronfla de telle sorte que toute la salle s'en émut.

On avisa de ce fait le médecin, qui ordonna une potion calmante.

La potion fit son effet, et un sommeil d'une autre nature en résulta pour le dormeur qu'on trouva, le matin, — raide comme les bois de justice — dans son lit.

Ses deux voisins, émerveillés de ne plus entendre son ronflement insupportable, le croyaient encore endormi — mais le malheureux était irrémédiablement claqué!

Une potion « calmante » à un homme qui dormait si bien!

On peut être médecin... mais tant que ça!

(1) Le  du lit sera communiqué aux incrédules et aux curieux.

MOUVEMENT SOCIAL

PARIS — Les chambres syndicales de Paris et les groupes révolutionnaires organisent pour la fin de ce mois un grand meeting public sur le chômage, la misère, la taxe du pain.

Cette réunion sera le signal d'une agitation en faveur de l'union des révolutionnaires, et des mesures à prendre pour en finir avec la misère régnante.

ALAIS — La crise ouvrière — A la Grand Combe, la population ouvrière de la région houillère éprouve en ce moment le terrible fléau de la crise de sur-production industrielle. M. Grassin, directeur de la Compagnie, vient de faire un renvoi considérable de personnel. Tous les ouvriers n'ayant pas une année de présence à la Cie ont été renvoyés, sans exception — et la population n'est que de 9000 habitants.

La crise industrielle prend d'ailleurs des proportions de plus en plus considérables. Des ouvriers d'Alais, en nombre, ont été avertis d'avoir à cesser leur travail dans la huitaine. Les hauts-fourneaux étant éteints, une pareille signification serait sur le point d'être adressée à une autre partie du personnel.

LYON — Réunions corporatives — Lundi, 17 courant, a eu lieu, salle Rivoire la réunion publique des *Ouvriers cordonniers*, pour la formation d'une chambre syndicale, sous la présidence du citoyen Frobert; secrétaire, le citoyen Delange.

Ce dernier propose de former un groupe afin de constituer une organisation syndicale pour soutenir les revendications de la corporation. Il engage les citoyens présents qui veulent bien y adhérer à se faire inscrire, et former ainsi la commission d'initiative.

Le citoyen Bournaz, en appuyant cette proposition, croit que l'assemblée doit nommer une commission chargée d'élaborer un règlement ou des statuts, indépendamment de celle proposée par le citoyen Delange. (Adopté).

La réunion donne ensuite mandat de faire ce travail à la commission qui l'a convoquée, en lui adjoignant quatre nouveaux membres.

Nouvelle convocation pour se réunir le 1^{er} décembre, dans un local que la commission se connaît par la presse.

MONTCEAU — Les arrestations continuent. Leur chiffre s'élève actuellement à 18, et on assure que d'autres vont suivre.

BOURGES — La semaine dernière, a eu lieu une réunion des ouvriers sans travail. Les propositions suivantes y ont été votées:

1^{re} Mise en demeure à la municipalité de faire commencer les travaux communaux;

2^{re} Nomination d'une commission composée mi-partie d'ouvriers et mi-partie de conducteurs des ponts-et-chaussées pour fixer les tarifs du prix des journées et d'œuvre à la tâche, heures de travail

3^{re} Réintégration dans les établissements militaires des ouvriers renvoyés. Si la municipalité ne satisfait pas les ouvriers, ils s'adresseront au Préfet.

MARQUISE (Pas-de-Calais) — Le conseil municipal de cette localité, dans lequel étaient entrés plusieurs conseillers ouvriers, est dissout.

ALLEMAGNE — Onze socialistes allemands viennent d'être élus au scrutin de ballottage, ce qui porte à 24 le nombre des députés du parti; nos amis ont maintenant le droit de déposer et de défendre des propositions de loi au Reichstag. M. de Bismarck peut s'attendre à une série de projets de loi qui n'auront certainement rien de commun avec son socialisme d'Etat.

CONGRÈS Corporatif national de L'INDUSTRIE TEXTILE & similaire.

Aux travailleurs, groupes, chambres syndicales professionnelles de l'industrie textile et similaire.
(Suite et fin)

La concurrence provient évidemment de ce que, dans certaines localités, les travailleurs d'une même industrie travaillent à des prix inférieurs. N'ayant aucun syndicat constitué, il est bien difficile à eux de rentrer sur le terrain de l'égalité proportionnelle des salaires.

C'est ce à quoi le congrès aura à pourvoir, et c'est de quoi il aura à s'occuper. En dehors de cette idée, il est certain que la classe possédante et exploitante ne voudra jamais donner à l'ouvrier que de quoi vivre, se substituer afin de perpétuer sa classe. Le salaire varie suivant le prix des denrées alimentaires, des logements, etc. A part de bien rares exceptions, il est partout le même, en France comme en Angleterre, en Allemagne comme en Autriche, comme en Italie, les travailleurs sont partout soumis aux mêmes conditions d'exploitation et sujets aux mêmes maux. Du côté du travail, la misère; du côté du capital, l'opulence. L'ouvrier, étant considéré par l'employeur comme un instrument de travail et une chair à machine, est obligé de faire produire à celle-ci un maximum de travail, si non jeté dehors et privé de tout moyen d'existence, n'étant plus qu'un être improductif après avoir usé ses forces au service de l'employeur qui amasse une fortune scandaleuse pendant que l'ouvrier mourra de faim, de misère, après avoir végété en travaillant.

Et on va plus loin dans cette voie de l'aggravation de la misère; on excite partout le chauvinisme ridicule des peuples; on parle de patrie, comme si la véritable patrie n'est pas celle qui embrasse la confédération des peuples, celle qui efface toute frontière pour faire place à la civilisation, à la liberté.

C'est toujours au même mot de patrie que la classe possédante et dirigeante a su résoudre la question sociale, par un massacre, faisant disparaître le trop plein de producteurs.

Depuis la campagne de Crimée, cinq grandes guerres ont ensanglanté l'Europe: celle d'Italie 1859, qui a coûté la vie à 45.000 hommes et un milliard et demi au trésor; celle du Danemark en 1864 (3500 hommes tués, 175 millions de dépenses improductives); celle de l'Autriche contre la Prusse en 1866 (45.000 hommes tués, 1 milliard 650 millions dépenses); celle de l'Allemagne contre la France en 1870 (250.000 hommes tués, 12 milliards 500 millions et le reste); celle de la Russie contre la Turquie en 1878, qui s'est terminée avec un bilan de 100.000 hommes tués, 5 milliards d'impayés.

Dans ce tableau ne sont pas comptées les dépenses des citoyens, les pertes causées par la stagnation des affaires, les larmes des mères et des enfants, ni les souffrances incalculables de millions d'êtres humains.

Triste! Et on ose encore parler de patrie.

L'œuvre du congrès corporatif national de l'industrie textile sera sévèrement appréciée par les masses profondes dont parlait si dédaigneusement M. Allou à la Chambre des pairs (au Sénat). S'il ne devait se borner qu'à une agitation factice, nous en ferions rentrer l'idée dans le néant, mais telle n'en sera pas la fin. Il s'agit de préparer en France un courant populaire, de faire disparaître les diversités instinctives en réunissant, en un seul faisceau les éléments les plus divers de l'industrie textile. Les quantités négligeables

feront leur instruction par l'étude approfondie de leurs intérêts; et de cette instruction naîtra l'évolution nécessaire dans le sens vraiment social et fécond de la liberté. La question des salaires, des heures de travail, des sociétés coopératives de consommation entrera pour une large part dans les délibérations du congrès, qui sera maître de son ordre du jour. Désormais le peuple ne restera plus indifférent lorsqu'il s'agira de la défense de ses intérêts. Profitant des quelques libertés professionnelles arrachées par l'énergie des membres appartenant aux syndicats déjà existants, qui ont fait consacrer leur existence par le Parlement, l'ouvrier procédera immédiatement à l'organisation corporative, par la formation de syndicats dans les localités ouvrières dépourvues de toute organisation, un des obstacles difficiles à surmonter qui avait suspendu l'organisation du congrès corporatif, lequel ne pourra s'effectuer que lorsque toute difficulté sera écartée.

Il faut que toutes les corporations de l'industrie textile soient syndiquées sur des bases sérieuses, afin de pouvoir participer à ses travaux.

La société individualiste sous laquelle nous vivons, jugée et condamnée par la raison et la science, est la cause de tant d'inégalités sociales; elle crée l'antagonisme entre les travailleurs d'une même industrie; elle engendre des rivalités fâcheuses; elle est l'obstacle de toute émancipation, parce qu'elle empêche toute direction, tout sentiment populaire de se produire.

Unis, nous pouvons tout; divisés nous ne pouvons rien. Nous sommes le nombre; nous sommes le droit méconnu; nous sommes le droit à faire prévaloir.

Nous avons dans la classe ouvrière deux fractions également difficiles à convaincre: les ignorants, qui, n'ayant reçu aucune notion de leur droit, sont les victimes et les dupes de leur ignorance; les indifférents qui assistent impassibles à toutes les luttes politiques et sociales et se rangent dans les moments de crise du côté le plus fort. Ceux-là assument sur leur tête une responsabilité bien lourde: la responsabilité de la conscience.

En dehors de ces deux fractions, existe la secte individualiste, également dans l'erreur. Supposons que la société actuelle que nous combattons soit représentée par un immense rocher abrupt, vieux de dix-huit siècles, que, pour arriver à la Terre Promise, dont nous empruntons l'expression aux récits bibliques, il faille rouler le rocher. Les individualités s'usent toutes les griffes avant d'avoir pu entamer la montagne. C'est pourquoi nous disons aux impatients, à ceux qui s'intitulent «avant-garde», à ceux qui font rétrograder les choses au lieu de les aider, de les compliquer: «Faites abstraction de vos sentiments personnels et rentrez sur le terrain des possibilités effectives». Par l'entente, la cohésion et l'union qui sont le corollaire et l'essence de toute organisation, nous triompherons aisément des préjugés et des vices sociaux.

L'organisation de tous les éléments ouvriers en vue de la constitution de la force prolétarienne doit être la préoccupation constante des travailleurs parce qu'elle doit précéder l'emploi de cette force; et nous pensons qu'il y a infiniment plus d'énergie dans les volontés humaines groupées et bien bien déterminées que dans toutes les cartouches imaginables de dynamite.

Le jour où nous posséderons l'élément technique, où l'entente nettement établie aura fait disparaître les derniers vestiges de l'ignorance et de l'égoïsme des hommes, la justice sera bien près d'être établie sur la terre. De l'énergie dans nos revendications, de la persévérance dans nos entreprises, une marche rationnelle, suivie et réglée, telle doit être l'idée générale qui doit présider à nos délibérations.

Le groupe d'études professionnelles de l'Union syndicale des tisseurs roannais prend l'initiative de consulter tous les syndicats intéressés, de leur transmettre ses délibérations, afin que, agissant au grand jour, on ne l'accuse pas de substituer sa volonté propre à celle de milliers de producteurs. Il ne fera que remplir une mission, qui sera féconde en résultats.

Persuadés que les divers syndicats constitués de Roubaix, Rouen, Reims, Lyon, Vienne, Elbeuf, St Etienne, Roanne, Villefranche, Voiron, St Quentin, St Pierre-Calais, etc., nous prêteront leur concours pour mener à bonne fin l'œuvre entreprise, le groupe d'études professionnelles de l'Union syndicale des tisseurs ne fera qu'enregistrer les volontés des syndicats, correspondra avec eux, échangera ses vues, dissipera les doutes, fera disparaître toute équivoque, recevra les adhésions, et une fois son travail terminé, fera place à une commission d'organisation dont l'étendue des pouvoirs sera fixée par un échange d'observations. Nous ne doutons pas que bon accueil soit fait à nos démarches, puisqu'elles sont d'un intérêt immense pour les travailleurs.

Depuis que la question d'un congrès corporatif fut approuvée en réunion corporatif de la corporation des tisseurs roannais, quelques membres de l'Union syndicale firent les premières démarches pour activer la formation des syndicats dans les localités ouvrières de notre région dépourvues de toute organisation.

Tel était le cas de Charlieu, Cours, Thizy, Anplepuis (petites villes), et tel est encore le cas de ces trois dernières, n'ayant aucun syndicat, et qu'il importe, conformément aux décisions prises, d'organiser. Les syndicats déjà existants devront se multiplier et solidariser leurs efforts, chacun dans sa sphère, et le champ étroit de ses moyens devra étendre et opérer la formation de nouveaux syndicats. Dans le Nord, depuis le littoral de la Meuse, jusqu'au Midi, combien de localités sont-elles sans organisation?

La loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, malgré ses nombreuses restrictions, permet l'organisation sur une vaste échelle. Les syndicats constitués ou en voie de formation n'auront qu'à faire la déclaration légale des statuts à la mairie. Les articles édictant des pénalités et des cas de dissolution seront l'objet d'une étude spéciale. Les syndicats devront donc se conformer aux prescriptions légales, afin de détourner toute tracasserie administrative.

Maintenant que la question du congrès corporatif national de l'industrie textile et similaire est nettement établie, le groupe d'études professionnelles de l'Union des tisseurs en transmet les clauses discutables aux travailleurs, groupes et chambres syndicales professionnelles intéressés.

Songez donc, ô travailleurs de l'industrie textile, vous qui contribuez pour une large part à la richesse nationale, et qui ne recevez, en échange d'un travail long et pénible, qu'un salaire dérisoire, que l'étude des questions économiques, des phénomènes sociaux qui engendrent si souvent des perturbations dans l'organisme social est indispensable pour poursuivre votre affranchissement. Si vous voulez résoudre votre émancipation, groupez-vous. Si vous voulez être assurés de votre existence dans toutes les phases de la vie, par des institutions contre maladies, chômage, accidents, syndiquez-vous. Si vous voulez être forts dans vos revendications, dans vos luttes sur le terrain économique, organisons tous ensemble la vaste fédération de tous les travailleurs syndiqués de l'industrie textile et similaire.

Pour l'Union syndicale des tisseurs roannais :

Le Groupe d'études professionnelles

Mots de combat

Le peuple qui souffre près de soi l'oppression d'un autre peuple creuse la fosse où s'ensevelira sa propre liberté.

Lamennais.

++

A quiconque viendra vous parler de l'amélioration de la classe ouvrière, demandez avant tout s'il reconnaît ou non la loi des salaires. Si non, vous pouvez être sûr que cet homme vous trompe, ou qu'il est de la plus lamentable ignorance. Si oui, demandez lui comment il entend écarter cette loi; et s'il ne sait que répondre, tournez-lui le dos sans remords: c'est un blagueur.

Lassalle (1863)

++

Aussi longtemps que les peuples demeurent placés sous la police de rois, de tribuns ou de dictateurs; aussi longtemps qu'ils obéissent à une autorité visible, constituée au sein d'eux-mêmes et de qui émanent les lois qui les régissent, ils seront inévitablement en guerre.

P.J. Proudhon.

LYON-SOCIALISTE

est en vente

chez COURCHINOX, fils, rue Mouffetard, 67;
— DERVEAUX, rue d'Angoulême, 32;
— FAYET, rue du Temple, 113;
— JEANNESSON, rue Pastourelle, 37;
— MAGNIÈRE, rue Monge, 13;
— CHONMORU, place St Michel, 6;
— BENNET, rue Berthe, 25;
— LECOURTOIS, rue Daubenton, 28;
et au kiosque Roux, boulevard du Palais;

à Paris.

LA PHILOSOPHIE DE L'AVENIR, Revue mensuelle du socialisme rationnel, paraissant chaque mois, fondée par Frédéric Borde.

40^e année — III^e N^o

Prix du N^o: 1 fr. — Abonnement postal: Un an: 12 fr. — six mois: 6 fr. — trois mois: 3 fr.

S'adresser à Jules Delaporte, 108, rue Mouffetard, à Paris.

Le Gérant, L. PERRIN.

Lyon — Imp. Vacher, rue Champier, 1.